

Gouvernance mondiale ou dictature planétaire ?

Face aux problèmes que pose la mondialisation, on nous explique que la seule solution serait une gouvernance mondiale. Est-ce vraiment si souhaitable ?

Tout d'abord, la mondialisation n'est pas quelque chose qui est apparu spontanément, comme une conséquence inéluctable du progrès des moyens d'échange. C'est quelque chose qui a été réfléchi, théorisé, et progressivement mis en place de manière volontaire. Dans son livre « la marche irrésistible du nouvel ordre mondial », Pierre Hillard fait l'historique des courants de pensée qui ont conduit à la mise en place d'institutions transnationales, de forums et de réseaux, de clubs de réflexion et de fondations, d'associations et de regroupements au service de la vision d'un monde unifié sur le modèle occidental, et où les Etats-Unis tiendraient un rôle prépondérant.

Aujourd'hui déjà il existe une « gouvernance » mondiale effectuée par des institutions comme le FMI qui joue le rôle du procureur des grands argentiers, l'OMC qui prêche les bienfaits du libre-échange, l'OMS qui préconise des politiques de ~~consommation de médicaments~~ santé, mais aussi l'OTAN qui se pose en gendarme du monde (occidental) ou l'Union Européenne, laboratoire de la mondialisation heureuse. Sans oublier des institutions plus discrètes comme la BRI (Banque des Règlements Internationaux) qui fixe les règles du jeu bancaire.

On constate que ces institutions ont des points communs : elles sont issues des travaux de groupes de réflexions (think-tanks) « indépendants » (de qui ?), essentiellement Anglais, Américains (US) et Allemands dont les plus connus sont le Council of Foreign Relations (US), la Fondation Bertelsman (D) ou le Club de Rome (UE), et ont été mises en place à travers des forums internationaux, que ce soient les G* (G8, G20...) ou les divers clubs tels la conférence de Bilderberg, la commission Trilatérale, ou, dans une moindre mesure, le forum de Davos ; ensuite, leur mise en place n'a que très peu fait l'objet d'un souhait populaire ni d'une consultation, et, lorsque cela a été le cas, on a vu avec la constitution européenne que ce n'était qu'une formalité dont on pouvait s'affranchir. Ces institutions fonctionnent sans aucun contrôle démocratique sinon au troisième degré. Enfin, on constate qu'elles semblent plus à l'écoute des lobbys industriels et financiers que des populations.

Ce n'est pas un accident. Lorsqu'on lit ce que les groupes de réflexions à l'origine de ces institutions publient, on constate que la démocratie y est toujours pointée comme sujette à des « errances » préjudiciables à la bonne marche des affaires du monde, et inadaptée pour faire face aux défis mondiaux. Il semblerait que la Suisse, où l'on vote pour à peu près tout, soit aux yeux de certaines personnes un enfer sur terre. Bizarrement, nombre d'entre elles y séjournent...

De fait, on voit mal comment on pourrait mettre en pratique des votations au niveau mondial. Mais les pays dits démocratiques auraient pu organiser des consultations ; ils ne l'ont pas fait, ou si peu. Cela aurait été certainement qualifié de populiste (populiste : adjectif péjoratif employés par de prétendus démocrates pour disqualifier ceux qui prônent la consultation des citoyens).

Si ces institutions se contentaient d'émettre des avis qui passeraient ensuite par le circuit démocratique pour les pays qui le sont, tout irait pour le mieux, mais ce n'est pas le cas : elles exercent, selon la propre expression de Jacques Delors à propos de l'UE, un « despotisme éclairé » (par qui ?). Le droit européen prime sur le droit national, les conseils de « bonne gouvernance » du FMI (rigueur, privatisation des services publics, ouverture des marchés...) sont la condition pour l'obtention d'aide financière... et gare à celui qui aurait l'outrecuidance de consulter le peuple comme on l'a vu récemment en Grèce.

Si tout cela marchait, si cela apportait effectivement la paix et la prospérité... mais non, sauf pour un petit nombre de privilégiés qui en tirent bénéfices et qui, quelle coïncidence, sont ceux qui financent les groupes de réflexions et autres forums à l'origine de la mise en place de cette « gouvernance ». Même un prix Nobel d'économie comme Joseph Stiglitz qui a pourtant été un grand zélateur mondialiste lorsqu'il travaillait à la Banque Mondiale, reconnaît dans son livre « La grande désillusion » l'échec des politiques du FMI, et d'autres auteurs les échecs de l'UE, de l'OMS, de l'OMC, de l'ONU... Cette « gouvernance » mondiale n'a apporté que crises, rigueurs, inégalités, sans compter l'anxiété délétère que ses politiques distillent, ou l'ethnocide à petit feu de l'uniformisation. Et aussi son lot de guerres, militaire à l'extérieur, économique un peu partout.

Si vous êtes citoyen d'un pays au gouvernement despotique et que votre voix ne compte pas, vous avez toujours espoir d'émigrer vers d'autres pays plus à l'écoute de leurs concitoyens. Mais si ce despotisme est mondial, n'espérez pas aller sur la lune. Dans l'état actuel de la « gouvernance » mondiale, il ne reste plus que quelques pays non alignés : ils sont faciles à reconnaître, ce sont ceux qu'on diabolise ou qu'on bombarde. Combien de temps encore avant qu'ils ne voient la lumière de ce « despotisme éclairé » qu'on parfume de « démocratie » et de « droits de l'homme » ?

Plus inquiétant encore, alors que cette construction mondialiste est largement documentée dans des livres ou sur Internet, elle fait l'objet d'un silence assourdissant dans les médias. La couverture des G* est présentée comme une rubrique « people » et il faut un scandale comme celui des campagnes anxiogènes de l'OMS incitant à se faire vacciner contre une pandémie imaginaire, pour qu'un embryon de questionnement apparaisse, bien vite oublié. Et trop souvent, lorsque quelqu'un aborde le sujet sur un plateau, il se voit qualifier de « conspirationniste ». (conspirationniste : adjectif péjoratif employé par de prétendus défenseurs de la liberté d'expression pour disqualifier ceux qui questionnent le narratif officiel). Mais n'allons surtout pas dire que les médias sont complices de la mise en place d'une dictature mondiale, ce serait à coup sûr être un paranoïaque ennemi de la démocratie.

Car nous vivons, nous dit-on, dans le meilleur des mondes possibles. Comment osez-vous penser le contraire ? Prenez bien vos pilules et n'oubliez pas de vous informer auprès de vrais professionnels.